



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

04-01-2016

Les bons vœux du Président

Hollande a consacré l'essentiel de son intervention à deux questions : l'emploi et la sécurité. Un discours qui cache mal sa volonté de mettre au pas toute contestation de la politique du capital.

Sous couvert d'aider les jeunes à trouver un emploi au travers de l'apprentissage, qui rappelons le est sous le contrôle des patrons, de nouveaux dispositifs d'aide financière aux entreprises sont mis en avant. Ils s'accompagnent d'un plus grand contrôle sur les apprentis et mènent inévitablement à une exploitation accrue des jeunes travailleurs. Progressivement se profile un non-droit du travail spécifique pour les jeunes. Cette vieille idée du MEDEF, le « Contrat Premier Emploi » que les luttes de la jeunesse avaient fait échouer revient pour s'intégrer à la loi Macron 2 dont l'objectif est une attaque frontale du droit du travail. Ce droit n'est pas tombé du ciel, il est le résultat des luttes ouvrières depuis des décennies.

Le patronat et son gouvernement, les partis à son service, veulent accélérer les mesures visant à faire baisser les salaires et à briser les protections sociales des travailleurs. Ils en ont un besoin impérieux pour rétablir ce qui est la seule boussole des capitalistes : le profit et l'accumulation du capital.

Dans ces conditions, ils recherchent les solutions, les combinaisons politiques qui au nom de l'union nationale visent à neutraliser la contestation sociale et à freiner la prise de conscience de classe. Mais les combinaisons politiques s'usent

vite et le regain des luttes sociales est un terreau de la prise de conscience de classe, notre Parti Révolutionnaire Communistes y est pour beaucoup. C'est pourquoi les mesures de force sont nécessaires à la grande bourgeoisie. L'état d'urgence, la déchéance de la citoyenneté que le pouvoir veut inscrire dans la constitution sont des outils qui sont dirigés contre la classe ouvrière et les travailleurs. Les restrictions des libertés, de nombreux militants les vivent déjà quand ils sont traînés devant les tribunaux comme c'est le cas pour ceux d'Air France, de Good-Year et de bien d'autres encore.

Notre parti combat ces mesures liberticides, il soutient tous ceux, ouvriers, salariés, chômeurs qui luttent pour leurs intérêts de classe. Il est et sera en toutes circonstances à leur côté.